

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

CONSERVATION DES ARCHIVES PHYSIQUES DE L'INSERM

INSERM

Département des affaires financières
Service achat
101 rue de Tolbiac
75654 Paris Cedex
13

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PREAMBULE	4
ARTICLE 2. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)	5
ARTICLE 3. CARACTERISQUES PRINCIPALES	5
3.1. OBJET	5
3.2. ALLOTISSEMENT	5
3.3. FORME ET MONTANT	5
3.4. DUREE	6
3.5. RECONDUCTION	6
3.6. TRANCHES	6
3.7. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5. MODIFICATIONS	7
5.1. MODIFICATION DU MARCHÉ	7
5.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE	7
5.3. CHANGEMENT DE TITULAIRE	7
ARTICLE 6. REGLES ET NORMES	8
6.1. CADRE GENERAL	8
6.2. CADRE SPECIFIQUE	8
ARTICLE 7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
7.1. REPRESENTANT DES PARTIES	8
<i>REPRESENTANT DE L'INSERM</i>	<i>8</i>
<i>REPRESENTANT DU TITULAIRE</i>	<i>8</i>
7.2. CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
7.3. CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
7.4. CONDITION D'EXECUTIONS ENVIRONNEMENTALES :	9
ARTICLE 8. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES	9
8.1. TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE	9
8.2. MODIFICATION, SUSPENSION OU ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	9
8.3. DELAIS D'OBSERVATION DU TITULAIRE SUR LES BONS DE COMMANDE	10
8.4. DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	10
8.5. CONTENU DES BONS DE COMMANDE	10
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
9.1. OPERATIONS DE VERIFICATION	10
9.2. DECISION APRES VERIFICATION	10
ARTICLE 10. MODALITES DE FINANCEMENT	11
10.1. AVANCE	11
<i>PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE</i>	<i>11</i>
<i>TAUX DE L'AVANCE</i>	<i>11</i>
10.2. ACOMPTE	11
10.3. RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 11. FORME ET CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX	12
11.1. FORME DES PRIX	12
11.2. CONTENU DES PRIX	12
11.3. REVISION DES PRIX	12
11.4. CLAUSE BUTOIR	13
ARTICLE 12. MODALITES DE FACTURATION	13
12.1. TRANSMISSION DE LA FACTURE	13
12.2. CONTENU DE LA FACTURE	13
ARTICLE 13. MODALITES DE PAIEMENT	14
13.1. REGLEMENT	14

13.2. DELAI DE PAIEMENT	14
13.3. INTERET MORATOIRES	14
ARTICLE 14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
14.1. OBLIGATION DE RESULTAT	14
14.2. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION	15
14.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	15
14.4. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE.....	15
14.5. GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET SOUS TRAITANCE	15
14.6. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES	16
14.7. CONFLIT D'INTERET	16
14.8. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE.....	16
14.9. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE.....	16
14.10. SOUS-TRAITANT	17
<i>PROCEDURE D'AGREMENT</i>	<i>17</i>
<i>MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS</i>	<i>17</i>
ARTICLE 15. TRAITEMENT DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL	17
ARTICLE 16. PENALITES	18
16.1. PENALITES POUR RETARD	18
16.2. PENALITES POUR MAUVAISES EXECUTIONS DES PRESTATIONS	19
16.3. AUTRES PENALITES	19
<i>PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE.....</i>	<i>19</i>
<i>PENALITES POUR ABSENCE DE DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE</i>	<i>19</i>
16.4. PLAFONNEMENT DES PENALITES	19
ARTICLE 17. RESILIATION	19
17.1. RESILIATION POUR FAUTE	20
17.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	20
ARTICLE 18. DISPOSITIONS DIVERSES	20
18.1. LANGUE	20
18.2. DIFFERENDS - LITIGES	20
ARTICLE 19. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.	20

ARTICLE 1. PREAMBULE

Créé en 1964, l'Inserm est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du ministère de la Santé et du ministère de la Recherche.

Dédié à la recherche biologique, médicale et à la santé humaine, il se positionne sur l'ensemble du parcours allant du laboratoire de recherche au lit du patient.

Sur la scène internationale, il est le partenaire des plus grandes institutions engagées dans les défis et progrès scientifiques de ces domaines.

L'Inserm réunit 15 000 chercheurs, ingénieurs, techniciens et personnels administratifs, avec un objectif commun : améliorer la santé de tous par le progrès des connaissances sur le vivant et sur les maladies, l'innovation dans les traitements et la recherche en santé publique.

L'administration centrale dont le siège est situé 101 rue de Tolbiac à Paris, est composée d'une dizaine de départements et services autour de la Direction Générale.

Pour gérer ses 390 structures de recherche, l'Inserm s'est doté de 11 Délégations Régionales (DR).

Des informations plus détaillées sur les activités de l'Inserm et son organisation se trouvent sur ses sites institutionnels : <http://www.inserm.fr/> et <https://pro.inserm.fr/>

ARTICLE 2. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm).

INSERM

Département des affaires financières / Service achat

101 rue de Tolbiac

75654 Paris Cedex 13

Représenté par Monsieur le Professeur Didier Samuel, Président-directeur général de l'Inserm.

ARTICLE 3. CARACTERISQUES PRINCIPALES

3.1. OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'externalisation de la conservation des archives physiques de l'Inserm.

Les archives concernées par le présent accord-cadre sont les suivantes (liste non exhaustive) :

- Archives des personnels ;
- Archives de l'équipement immobilier ;
- Archives budgétaires ;
- Archives des délégations régionales ;
- Archives des bureaux de fonctionnement
- Archives d'appel d'offres scientifiques non financés ;
- Archives des données d'enquêtes épidémiologiques ;
- Archives des cahiers de laboratoires.

Le marché couvre le besoin du siège et de l'ensemble des délégations régionales de l'Inserm.

Les nomenclatures achat pertinentes concernant cette consultation sont :

- CPV : 79995100-6 Services d'archivages

CCAP – Conservation des archives physiques de l'Inserm

- Nomenclature NACRES :
- Cl.11 : Documentation : services d'archivage

3.2. ALLOTISSEMENT

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement.

3.3. FORME ET MONTANT

Le présent accord-cadre comporte des prestations traitées à prix unitaires exécutés sous la forme de bons de commande conformément aux l'articles R2162-2 2^e alinéa et suivant du code de la commande publique.

Il est conclu avec un montant maximum en application de l'articles R2162-4 2° du code de la commande publique. Les prestations à prix unitaires s'exécuteront dans les limites suivantes :

Intitulé	Montant estimé annuel en € HT	Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT	Montant maximum sur la durée totale de l'accord cadre en € HT
Conservation des archives physiques de l'Inserm.	20 000 € HT	Sans montant minimum	60 000 € HT	360 000 € HT

Le montant maximal correspond à **trois (3) fois** le montant estimatif du marché.

3.4. DUREE

Le marché commence à s'exécuter à compter de la date qui sera fixée dans le courrier de notification. L'accord-cadre prend fin à l'issue d'une durée de soixante-douze (72) mois à compter de sa date de début définie ci-dessus, ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Le marché prend fin de plein droit lorsque le montant maximum défini à l'article 3.3 du présent CCAP est atteint.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à la date de fin de validité de l'accord-cadre. Ils ont une durée de validité allant de leur date d'émission jusqu'à l'admission définitive des prestations. Cette durée ne peut excéder 3 mois.

3.5. RECONDUCTION

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

3.6. TRANCHES

L'accord-cadre n'est pas décomposé en tranches.

3.7. PRESTATIONS SIMILAIRES

L'Inserm se réserve la possibilité de recourir à des marchés sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaire, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG. - FCS., en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses quatre annexes :
 - Annexe n°1 : Liste des ordonnateurs et agents comptables de l'Inserm ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses deux annexes :
 - Annexe n°1 : Stock des archives de l'Inserm ;
 - Annexe n°2 : Adresses des délégations régionales de l'Inserm ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique du titulaire construit sur la base du cadre de réponse technique.
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

* Ces pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

ARTICLE 5. MODIFICATIONS

5.1. MODIFICATION DU MARCHE

La modification des contrats en cours d'exécution est encadrée par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas, les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

En application de l'article L.6 du Code de la commande publique, l'Inserm est habilité à modifier unilatéralement le présent marché public dans les conditions prévues par le code de la commande publique. Le titulaire a le droit à l'équilibre financier.

5.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;

- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'Inserm par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

5.3. CHANGEMENT DE TITULAIRE

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Inserm. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Inserm. Dans ces cas, le titulaire doit en informer l'Inserm dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Inserm fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Inserm, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 6. REGLES ET NORMES

6.1. CADRE GENERAL

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Toute prestation du présent accord-cadre sera exécutée conformément aux prescriptions des normes et règlements français en vigueur.

6.2. CADRE SPECIFIQUE

Les prestations du marché sont soumises à un cadre réglementaire spécifique :

- Le livre II Archives du code du patrimoine ;

ARTICLE 7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. REPRESENTANT DES PARTIES

REPRESENTANT DE L'INSERM

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du CCAP – Conservation des archives physiques de l'Inserm

marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

7.2. CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations et les fournitures devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à assurer et respecter les prestations décrites dans les conditions définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuels avenants.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. En cas de problème, ponctuel ou pérenne, il revient au Titulaire d'en informer immédiatement l'établissement et de proposer une solution ou des moyens qui devront être validés par la personne publique.

Toute modification définitive dans les conditions d'exécution doit faire l'objet d'un avenant.

7.3. CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'Inserm se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'Inserm. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai **de 8 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'Inserm, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

7.4. CONDITION D'EXECUTIONS ENVIRONNEMENTALES :

Le titulaire doit utiliser un processus logistique et de destruction des archives éco-responsable qu'il décrit dans son mémoire technique.

ARTICLE 8. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

8.1. TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les prestations à prix unitaires sont rémunérées par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

CCAP – Conservation des archives physiques de l'Inserm

Seuls les bons de commande signés par l'ordonnateur compétent pourront être honorés par le titulaire. Si le titulaire réalise une prestation sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

Dans les cas d'urgence, la demande d'intervention peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, courriel...) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sous réserve que leur exécution au-delà du terme de l'accord-cadre n'aboutisse pas à contourner l'obligation de remise en concurrence qui s'impose à l'Inserm. A ce titre les bons de commande ont une durée d'exécution maximale de 3 mois.

8.2. MODIFICATION, SUSPENSION OU ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE

Après émission d'un bon de commande, l'Inserm pourra émettre un bon de commande rectificatif, pour modifier les prestations objet du bon de commande correspondant.

L'Inserm se garde la possibilité d'annuler par écrit, toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelconque indemnité.

8.3. DELAIS D'OBSERVATION DU TITULAIRE SUR LES BONS DE COMMANDE

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG - FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de l'Inserm dans un délai de **24 heures** à compter de la date de réception du bon de commande.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

8.4. DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le délai d'exécution correspond à la période comprise entre la réception de la commande et la date d'achèvement des prestations. Le délai d'exécution de la prestation est fixé dans le CCTP et le cas échéant dans le bon de commande. Les délais fixés en jours s'entendent en jours calendaires.

Dans les conditions prévues au CCAG- FCS, une prolongation des délais d'exécution pourra être accordée par l'Inserm. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'Inserm les causes faisant obstacle à l'exécution dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un **délai de 5 jours** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues pour indiquer la durée de prolongation demandée.

L'Inserm dispose d'un délai de 2 jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que l'accord-cadre n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

8.5. CONTENU DES BONS DE COMMANDE

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché ;

- Le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ou des fournitures à livrer ;
- Les lieux de livraison des fournitures ou d'exécution des prestations ;
- Le montant HT du bon de commande ;
- Le montant de la TVA
- Le prix total toutes taxes comprises

ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par l'agent réceptionnant la livraison au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de la prestation de service, conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

9.2. DECISION APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérifications, la personne habilitée établira un procès-verbal qui comportera l'une des décisions suivantes en application de l'article 30 du CCAG - FCS :

- Admission
- Ajournement
- Réfaction
- Rejet

ARTICLE 10. MODALITES DE FINANCEMENT

10.1. AVANCE

PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le titulaire indique dans son acte d'engagement s'il souhaite conserver le bénéfice de l'avance ou y renoncer.

TAUX DE L'AVANCE

Il est fait application de l'option A au titre de l'article 11 du CCAG-FCS relatif à l'avance.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10%.

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, seuls les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent se prévaloir

de l'avance. Celle-ci est versée, sur demande du sous-traitant, dans les quarante-cinq (45) jours suivants la notification du marché.

Si la déclaration de sous-traitance intervient a posteriori de la notification du marché, le Titulaire doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le

10.2. ACOMPTE

Les articles R 2191-20 à 22 du Code de la commande publique prévoient que les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

L'acompte rémunère un service fait. Le montant de l'acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

10.3. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 11. FORME ET CONTENU DES PRIX – VARIATION DES PRIX

11.1. FORME DES PRIX

Les prix des prestations sont ceux qui figurent au bordereau des prix unitaires constituant l'annexe financière de l'acte d'engagement de chaque lot.

Tous les coûts devront être répertoriés dans le bordereau des prix pour être applicables.

11.2. CONTENU DES PRIX

Les prix des prestations sont des prix nets unitaires en euros hors taxes (HT).

Aux prix hors taxes ainsi déterminés, s'applique la TVA au taux en vigueur au jour du règlement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

11.3. REVISION DES PRIX

10.2.1 Mois d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ». Correspondant au mois de remise des offres. En cas de report de la date de remise des offres en cours de publicité sur un autre mois, le mois M0 correspondra au mois de remise des offres rectifié.

10.2.2 Choix de l'indice de référence

L'indice I utilisé est l'indice « des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – SYNTEC – », et est disponible sur le site de la fédération SYNTEC (<https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>).

10.2.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Afin de procéder à la révision des prix, le titulaire fait parvenir à l'Inserm, par email (à l'adresse suivante : achat@inserm.fr et archives.disc@inserm.fr), les nouveaux tarifs applicables et la méthode de calcul utilisée, au plus tard un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Le fichier contenant les nouveaux tarifs est un fichier excel.

Faute du respect de ces dispositions, les prix applicables à l'exécution des prestations sont reconduits jusqu'à la prochaine date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Sans opposition de l'Inserm dans un délai d'un mois suivant la date de réception du mail contenant le document de révision des prix susvisé du titulaire, les nouveaux prix sont réputés acceptés par l'Inserm et automatiquement applicables.

10.2.4 Formule de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement par application de la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} \times (0,15 + 0,85 \times (I_n / I_{n-1}))$$

Dans laquelle :

- **P_n** : Nouveau prix révisé pour l'année n ;
- **P_{n-1}** : Dernier prix du marché ;
- **I_n** : Valeur de l'indice publié le plus récemment à la date de remise de la révision des prix ;
- **I_{n-1}** : Valeur de l'indice publié à la date de la dernière demande de révision des prix.

Pour la première révision de prix, I_{n-1} correspond à la valeur de l'indice publié à la date de la remise de l'offre définitive du titulaire.

11.4. **CLAUSE BUTOIR**

Les révisions ne sauraient conduire à une augmentation du prix de l'accord-cadre supérieure à 3%.

ARTICLE 12. MODALITES DE FACTURATION

12.1. **TRANSMISSION DE LA FACTURE**

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à l'Inserm..

Elles seront établies après service fait. Elles sont établies en un original, à terme échu.

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

12.2. CONTENU DE LA FACTURE

La facture doit comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- La référence du présent accord-cadre ;
- La référence du bon de commande ;
- La désignation de la prestation commandée ;
- Le montant H.T. à payer ;
- Le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- Le montant T.T.C. ;
- La date d'exigibilité ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal (IBAN).

Le triplet nécessaire au dépôt des factures dématérialisées sur le portail Chorus Pro figure sur les bons de commande. Il s'agit de :

- Le numéro de SIRET ;
- Le code service ;
- Le numéro d'engagement juridique.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification.

ARTICLE 13. MODALITES DE PAIEMENT

13.1. REGLEMENT

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

13.2. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans l'acte d'engagement (AE).

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

13.3. INTERET MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente.

effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

En aucun cas, le retard de règlement ne peut amener le titulaire à interrompre ses prestations et empêcher l'accès pour l'Inserm et pour le Service Interministériel des Archives de France (SIAF) aux inventaires et aux archives faisant objet du présent marché.

ARTICLE 14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

14.1. OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du CCTP.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à être toujours à jour de son agrément SIAF pour tous les sites qui conservent les archives de l'Inserm.

14.2. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'Inserm tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

14.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été CCAP – Conservation des archives physiques de l'Inserm

signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Sans préjudice des informations ou supports classifiés, des informations ou supports portant la mention Diffusion restreinte ou des informations ou supports sensibles au sens des instructions interministérielles n°901 et 1300, toutes les informations et données et tous les renseignements, documents et objets, quel qu'en soit la forme ou la nature, écrits ou oraux, qui seraient communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5.1 du CCAG – FCS. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de l'Inserm et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de l'Inserm.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par l'Inserm et des copies qui auraient pu être faites.

L'Inserm s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données de l'Inserm.

L'Inserm accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de l'Inserm et à l'objet général du marché.

Sauf accord exprès de l'Inserm, le titulaire n'est pas autorisé à copier données, codes sources ou logiciel hors des plates-formes de l'Inserm qui lui sont allouées.

14.4. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

14.5. GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES ET SOUS TRAITANCE

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'Inserm d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

14.6. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

14.7. CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'Inserm toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

14.8. ASSURANCE

Le titulaire décrira dans sa réponse technique les moyens par lesquels il assurera les obligations prescrites dans l'article R212-22 du Code du patrimoine.

En matière de garanties et d'assurances, il doit ainsi produire (dans le rôle d'un futur dépositaire) :

- Une information sur les garanties permettant de couvrir toute défaillance du dépositaire ;
- Les polices d'assurance que le dépositaire, y compris ses sous-traitants éventuels, souscrit, pour couvrir les dommages et pertes que pourraient subir les archives déposées ; le contrat prévoit que celles-ci excluent expressément les archives déposées du champ d'application de la clause de délaissement ;

14.9. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

14.10. **SOUS-TRAITANT**

PROCEDURE D'AGREMENT

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre 1er de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre. Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au soustraitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 8.4.1 du CCAP.

ARTICLE 15. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché, ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Inserm.

Dans le cas où le titulaire a accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations, il agit en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4 du RGPD, et ce pour le compte de l'administration qui demeure le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 susmentionné.

ARTICLE 16. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Inserm de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

En cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette.

16.1. PENALITES POUR RETARD

Les pénalités prévues ci-dessous dérogent à l'article 14 du CCAG – FCS.

Toutes les pénalités s'entendent en jours calendaires. Ces délais fixés en jours calendaires incluent les samedis, dimanches et jours fériés.

Nature des retards	Délai	Montant des pénalités par jour de retard
Dépassement du délai contractuel d'enlèvement ou de livraison	Dès le premier jour du dépassement	50 €
Indisponibilité de l'outil de gestion, de l'accès à la consultation des inventaires et de la commande de services	Au-delà d'un délai de 24h	100 €
Dépassement du délai contractuel de transmission des archives (mail).	Dès le premier jour du dépassement	25 €
Non transmission du reporting des consommations	Trimestrielle	100 € HT par mois de retard
Non transmission des indicateurs de qualité	Trimestrielle	250 € HT par mois de retard

Plafonnement des pénalités de retard : Les pénalités de retard sont plafonnées à **20% du montant du bon de commande auquel se rapportent les prestations en retard**.

16.2. PENALITES POUR MAUVAISES EXECUTIONS DES PRESTATIONS

Nature des manquements	Montant des pénalités
Archives dégradées	250 € HT par conteneur
Non-respect de la clause d'exécution environnementale (Art 7.4 du CCAP)	150 € HT par constat

16.3. AUTRES PENALITES

PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Inserm applique une pénalité correspondant à 10 % du montant hors taxes du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

PENALITES POUR ABSENCE DE DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

L'intervention de sous-traitants non préalablement déclarés et aux conditions de paiement agréées dans les conditions de l'**article 15.11** du présent document, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros HT.

Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation par l'Inserm. Cette pénalité est applicable sans mise en demeure préalable sur les sommes dues au titulaire.

La régularisation a posteriori de l'intervention du ou des sous-traitants concerné(s) n'exonère pas le titulaire de l'application de la présente pénalité.

16.4. PLAFONNEMENT DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à **25%** de la valeur du montant maximum du marché en € HT.

ARTICLE 17. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG- FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG – FCS, l'Inserm peut résilier le marché aux torts du titulaire.

Si la résiliation intervient à la demande de l'Inserm, en dehors de tout litige, les archives seront restituées à l'Inserm qui donnera le délai et le lieu. Le coût sera calculé en fonction du bordereau des prix.

17.1. RESILIATION POUR FAUTE

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG FCS, une mise en demeure doit avoir été préalablement notifiée au titulaire par l'Inserm. Celle-ci expose les dysfonctionnements, la sanction envisagée, et invite le titulaire à présenter ses observations et actions, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception de la notification.

L'absence de réponse du titulaire dans ces délais, ou une argumentation insuffisante, pourra entraîner la résiliation pour faute du marché. L'absence du prononcé de la sanction par l'Inserm dans un délai de quinze (15) jours après réception de la réponse, vaut acceptation tacite de la réponse du titulaire.

En cas de dysfonctionnements postérieurs, causés par les mêmes motifs préalablement invoqués dans la mise en demeure préalable, l'Inserm se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire.

Si la résiliation intervient pour faute du titulaire, le transfert des archives vers le nouveau titulaire sera à la charge du titulaire.

17.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le cas échéant, l'Inserm peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

ARTICLE 18. DISPOSITIONS DIVERSES

18.1. LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

18.2. *DIFFERENDS - LITIGES*

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction du Tribunal administratif de Paris.
Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 19. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG-FCS
Article 4	Article 4.1
Article 8.4	Article 3.7.2
Article 11.3	Article 10.1.3
Article 14.5	Article 14.5
Article 16	Article 14.1.1
Article 16.9	Article 14.1.2
Article 17	Article 38 et 42
Article 17.1	Article 41.2